

24 Heures, 07.09.2008

Rubrique Réflexions

L'invité: Jacques Neiryck, Conseiller National PDC

Ecole: un monopole nuisible

Le débat sur l'école mérite par son objet de ne pas dégénérer en polémique où s'échangent des affirmations gratuites. Il est trompeur d'affirmer que l'objet dissimulé de l'initiative Lobby Parents Suisse est le subventionnement des écoles privées par l'Etat. Son but n'est pas d'attribuer un chèque scolaire en blanc à toute école privée. Car ne toucheraient un subside que celles qui garantiraient un accès sans discrimination.

Pas question de subsidier des écoles qui demanderaient, en sus de ce subside, une contribution aux parents. Ni de soutenir des écoles confessionnelles qui excluraient des élèves sur cette base. Ni d'enseigner n'importe quoi: les exigences de résultat seront les mêmes que celles de l'enseignement public.

Dès lors, certaines écoles privées refusent d'entrée de jeu un subventionnement assorti de telles conditions, car ces écoles élitistes tiennent à sélectionner leurs élèves sur une base financière et sociale. Elles défendent donc le système à deux vitesses actuel: l'école publique n'est obligatoire que pour ceux qui ne peuvent payer une école privée. Au contraire, le but de l'initiative est d'assurer une liberté de choix réelle, indépendamment de la fortune des parents.

Le seul argument brandi contre la liberté de choix est la «cohésion sociale». Même à l'intérieur de l'enseignement public, il faut que les enfants soient «enclassés» dans leur quartier. C'est une conception étroite de la socialisation. Un enfant qui fréquente une école quelconque se fait des amis parmi ses condisciples. Dans le cadre de la liberté de choix, toute école sera fréquentée par une variété d'enfants provenant de tous les milieux sociaux. C'est l'école à deux vitesses actuelle qui est contraire à la cohésion sociale, puisqu'elle exerce une discrimination financière.

Le seul débat important est celui qui porte sur le rapport entre la qualité de l'enseignement et la «cohésion sociale». En plaçant cette dernière en tête des avantages prétendus de l'école publique, on avoue que l'on est prêt à lui sacrifier le but véritable de toute école: amener chaque enfant au développement maximum de ses capacités. Ainsi, il n'est pas judicieux à partir d'un certain âge de placer dans la même classe des enfants très doués et d'autres en difficulté scolaire. Ni les uns ni les autres ne seront à leur aise. Bien sûr, les doués se tireront d'affaire dans ce système peu exigeant, mais ils ne seront pas sollicités au mieux de leurs aptitudes.

Il faut s'y prendre tôt pour développer le goût de matières exigeantes, telles que la mathématique ou les sciences naturelles: comme le système actuel n'exploite pas toutes les possibilités, nous sommes effectivement en panne de recrutement dans ces disciplines.

L'école publique n'est pas «le» fondement indispensable de la «démocratie républicaine» comme on le répète lorsque l'on n'a plus d'argument. Les écoles

privées, existantes ou à créer, ne sont pas en faveur de la monarchie ou de la dictature, que l'on sache. En revanche, le monopole actuel de l'école publique est le fondement d'un pouvoir discrétionnaire de l'administration, à l'abri duquel elle se lança dans des expériences pédagogiques qui ont nivelé certes, mais vers le bas.